



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA DRÔME

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DE LA PROTECTION
DE L'ENVIRONNEMENT
AFFAIRE SUIVIE PAR : M CAMBON
POSTE : 2869



ARRETE N° 04 - 0522

Portant délivrance d'un agrément au titre du ramassage des huiles usagées
dans le département de la Drôme

Le Préfet
du Département de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier l'Ordre National du Mérite

VU la directive n° 75/439 du Conseil des Communautés européennes du 16 juin 1975 concernant l'élimination des huiles usagées, modifiée par la directive du Conseil CEE/87/101 du 22 décembre 1986;

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L 541-22, L 541-31 et L 541-38 ;

VU le décret N° 79-981 du 21 novembre 1979 portant réglementation de la récupération des huiles usagées, modifié notamment par le décret n° 89-468 du 31 août 1989 et le décret n° 97-503 du 21 mai 1997 ;

VU l'arrêté ministériel du 28 janvier 1999 relatif aux conditions de ramassage des huiles usagées ;

VU la demande présentée le 10 juillet 2003 par le Directeur de la SARL VOLLE en vue d'obtenir l'autorisation du renouvellement de l'agrément à compter du 1er mars 2004;

VU en date du 13 août 2003, le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées ;

VU en date du 27 janvier 2004 l'avis émis par les membres de la commission départementale d'agrément des activités de ramassage des huiles usagées;

VU les arrêtés d'agrément (n° 544 du 15 février 1994 et 7643 du 23 Novembre 1999) délivrés à la SARL VOLLE pour le ramassage des huiles usagées dans le département de la Drôme;

Considérant que cette demande de renouvellement fait suite à quinze années d'exploitation sans incident et que la STE VOLLE dispose des moyens matériels nécessaires à l'exercice d' une telle activité;

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme ;

ARRETE

ARTICLE 1er : La SARL VOLLE, dont le siège social est situé à ETOILE , Quartier des Caires, est agréée dans les conditions fixées par l'arrêté du 21 novembre 1989 pour assurer le ramassage des huiles usagées dans le département de la Drôme.

Elle est tenue de satisfaire à toutes les obligations prévues dans le cahier des charges annexé au présent arrêté sous peins de retrait de l'agrément dans les conditions prévues à l'article 7 de l'arrêté du 21 novembre 1989 susvisé.

ARTICLE 2 : le renouvellement intervient à la date du 1er mars 2004 pour une durée de cinq ans.

ARTICLE 3 : . Délais et voies par recours

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Grenoble) dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour de la publication au recueil des actes administratifs du département.

ARTICLE 4 :M. le Secrétaire Général de la Drôme, M. le Directeur Régional de L'industrie, la Recherche, et de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Drôme ainsi que dans deux journaux locaux .

Fait à Valence, le - 6 FEV. 2004
Le Préfet,
Par délégation
Le Secrétaire Général

Yves HUSSON

POUR COPIE CONFORME

Par délégation

L'Attaché Principal Chef de Bureau

Gilbert CHEVALIER

ANNEXE de l'arrêté préfectoral n° 04-0522 du
AGREMENT DE LA STE VOLLE

- 6 FEV. 2004

CAHIER DES CHARGES

Le ramasseur agréé procède sur sa zone d'agrément à l'enlèvement des huiles usagées et affiche, le cas échéant, les conditions financières de la reprise, établies en tenant compte notamment des différences de qualité des huiles collectées. Il tient à jour un registre des prix de reprise pratiqués.

Le ramasseur agréé doit procéder dans un délai de quinze jours à l'enlèvement de tout lot d'huiles usagées supérieur à 600 litres qui lui est proposé. Pour tenir compte du contexte local, le préfet pourra accorder un délai d'enlèvement supérieur à quinze jours après avoir pris l'avis du ministre chargé de l'environnement. Tout enlèvement d'un lot d'huiles usagées donne lieu à l'établissement d'un bon d'enlèvement par le ramasseur, qui le remet au détenteur. Ce bon d'enlèvement doit mentionner les quantités, la qualité des huiles collectées et, le cas échéant, le prix de reprise.

En aucun cas, il ne pourra être exigé du détenteur une rétribution pour l'enlèvement des huiles qui ne contiennent pas plus de 5 % d'eau pour les qualités " moteurs ".

Lors de tout enlèvement, le ramasseur doit procéder contradictoirement à un double échantillonnage avant mélange avec tout autre lot en vue notamment de la détection des polychlorobiphényles. L'un des échantillons est remis au détenteur. L'autre échantillon doit être conservé par le ramasseur jusqu'au traitement du chargement. Le bon d'enlèvement remis au détenteur doit être paraphé par celui-ci et indiquer qu'un échantillon lui a été remis.

Stockage des huiles usagées

Le ramasseur agréé doit disposer d'une capacité de stockage au moins égale à 1/12 du tonnage collecté annuellement et d'au minimum 50 mètres cubes assurant la séparation entre les huiles stockées et tous autres déchets et substances d'une autre nature et permettant la séparation entre les différentes qualités d'huiles collectées (huiles usagées moteurs, huiles industrielles claires). Cette capacité de stockage devra être conforme à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

En dérogation aux dispositions de l'article 9 ci-dessus, un ramasseur qui reçoit plusieurs agréments pour des zones voisines peut concentrer ses moyens de stockage dans la mesure où la capacité ainsi constituée satisfait aux conditions prévues pour chacune des zones concernées.

De même, un ramasseur agréé peut disposer de capacités de stockage conformes aux dispositions de l'article 9 ci-dessus dans un département voisin de la zone pour laquelle il a reçu l'agrément.

Cession des huiles usagées

Le ramasseur agréé doit livrer les huiles usagées collectées à des éliminateurs agréés ou munis d'une autorisation obtenue dans un autre Etat membre de la Communauté européenne en application des dispositions de l'article 6 de la directive 75/439/CEE modifiée susvisée, ou à un ramasseur autorisé dans un autre Etat membre de la Communauté économique européenne en application de l'article 5 de cette même directive, à l'exception des huiles claires lorsqu'elles sont destinées à un réemploi en l'état.

Les contrats conclus entre les ramasseurs et les éliminateurs sont communiqués dans les meilleurs délais à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie et à sa demande à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement concernée.

Fourniture d'informations

Le ramasseur agréé doit faire parvenir tous les mois à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie les renseignements sur son activité : tonnages collectés par lui-même ou les tiers contractants, avec indication des détenteurs et, le cas échéant, des prix de reprise ou conditions financières de cette dernière, tonnages livrés aux éliminateurs ou aux acheteurs dans le cas des huiles claires destinées à un réemploi en l'état, avec indication de ceux-ci et des prix de cession-départ.

Par délégation
Le Secrétaire Général

Yves HUSSON

POUR COPIE CONFORME

Par délégation

L'Attaché Principal Chef de Bureau

Gilbert CHEVALIER